



Assemblée générale

Distr. générale
10 mars 2014
Français
Original : anglais

Soixante-huitième session

Point 116 f) de l'ordre du jour

Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations

Nomination de membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit

Note du Secrétaire général

1. Le Secrétaire général se réfère aux décisions 68/412 A et B, par lesquelles l'Assemblée générale a décidé, à ses 52^e et 71^e séances plénières, les 13 novembre et 20 décembre 2013, sur la recommandation de la Cinquième Commission (voir [A/68/562](#) et [A/68/562/Add.1](#)), de nommer un membre du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit pour un mandat de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2014 et de reporter à une date ultérieure la nomination de deux membres pour pourvoir les deux autres sièges vacants.
2. Le Gouvernement chilien a présenté la candidature de Patricia Arriagada pour pourvoir le siège vacant au Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit pour un mandat de trois ans à compter du _____¹ et venant à expiration le 31 décembre 2016.
3. Par une communication du 4 mars 2014, la présidence du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes a fait savoir au Secrétariat qu'elle appuyait la candidature de M^{me} Arriagada.
4. Le curriculum vitæ de la candidate figure à l'annexe de la présente note.

¹ Date d'adoption de la décision par l'Assemblée générale.



Annexe

[Original : espagnol]

Patricia Ximena Arriagada Villouta (Chili)*

Formation

Études de droit à l'Université du Chili

Expérience professionnelle marquante

Depuis 2011, Contrôleuse générale adjointe de la République. En cette qualité, fait office de juge auprès de la juridiction financière de première instance, chargée de déterminer la responsabilité financière des fonctionnaires qui ont fait l'objet de procédures financières. Remplace le Contrôleur général en son absence.

Assume notamment au sein du Bureau du Contrôleur général de la République les fonctions de chef des divisions d'audit municipales et administratives, gère des audits portant sur des questions allant des ressources humaines à l'environnement, en passant par des audits de déclarations financières, de respect de normes de conformité, de projets et programmes et a la charge de plusieurs équipes et services constitués à partir d'un personnel de 150 membres.

A géré des processus de réforme institutionnelle qui s'inscrivaient notamment dans le cadre de systèmes d'audit, de matrices de risques et d'activités de planification stratégique et opérationnelle.

L'exercice de ces fonctions faisait appel à une collaboration avec des départements, des sociétés et des universités au sein de commissions qui comparaissaient devant le Congrès national et à une participation, en qualité d'experte, aux travaux d'instances internationales chargées d'évaluer le respect des dispositions des conventions – notamment interaméricaine et des Nations Unies – en matière de lutte contre la corruption, comme dans le cas de la Dominique, de l'Équateur et du Venezuela.

Assure la collaboration avec des organes supérieurs de contrôle tels que le Système intégré d'audit et de contrôle mis en place par le Bureau du Contrôleur général du Chili.

Directrice exécutive de l'Organisation des institutions supérieures de contrôle d'Amérique latine et des Caraïbes dont le Chili assure actuellement le secrétariat exécutif.

* Les curriculum vitae ne sont pas revus par les services d'édition.